



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



EVALUATION EN BREF

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL

DIALOGUE ENTRE JEUNES ET INSTITUTIONS AU SAHEL

PHASE II

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION FINALE

FÉVRIER 2022

Au Tchad 

LE PROJET ET L'ÉVALUATION

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Intégrer les organisations de jeunesse dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement en leur faveur

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la présence des organisations de jeunesse dans les processus de dialogue
- Faciliter la continuité du dialogue entre autorités nationales, G5 Sahel, UE et organisations de jeunesse

PAYS



MISE EN ŒUVRE

Septembre 2018 – août 2021

BUDGET

EUR 5 000 000

MISE EN ŒUVRE

Centre pour le dialogue humanitaire

ÉVALUATION

Yassine Hamza ; Adiza Lamien-Ouando ; Pierre Robert (chef d'équipe)

Contexte du projet au Tchad

Pendant la période du projet (septembre 2018 à août 2021), le Tchad a connu une certaine stabilité politique – jusqu'au décès en avril 2021, juste après sa réélection, du président (depuis 1996) Idriss Déby Itno, et son remplacement par son fils Mahamat Déby Itno. Cette stabilité institutionnelle fut obtenue au prix d'un régime autoritaire. L'armée tchadienne est considérée comme une pièce maîtresse du dispositif du G5 Sahel. Si les groupes djihadistes actifs dans les autres pays n'affectent pas la situation sécuritaire du Tchad, celle-ci reste sous la menace de rébellions installées de longue date dans le nord du pays.



Rencontre régionale, Tchad ©HD



Résultats de l'évaluation

Le projet a contribué à la vulgarisation de la stratégie nationale de la jeunesse et de la stratégie nationale de l'emploi orientés vers les jeunes pendant les formations. Comme en Mauritanie, et pour les mêmes raisons de logique méthodologique tendant à la mise en œuvre d'une feuille de route constituée de chantiers prioritaires émanant des attentes exprimées par les jeunes et validés par le gouvernement, le projet n'a pas pu contribuer au plan quinquennal 2021-2025 élaboré en 2020. Il n'y a pas eu de changements majeurs qui ont nécessité une adaptation du projet. De manière générale le projet a réussi à composer avec son environnement. **En ce qui concerne la pandémie, le projet a contribué à l'effort national de riposte à travers des émissions radiophoniques.**



Maman Sambo SIDIKOU

Secrétaire permanent, G5 Sahel ©HD

Les défis liés à la jeunesse étaient déjà identifiés dans des diagnostics lors de l'élaboration de la stratégie nationale de la jeunesse, et le projet les a confirmés. Certains éléments des rencontres jeunes/institutions et jeunes/ainé(e)s ont, selon les représentants et représentantes des ministères, été des sources d'inspiration lors de l'élaboration du plan d'action quinquennal. Dans la mesure du possible le projet a essayé de contourner les barrières socio-culturelles pour permettre aux filles de s'impliquer activement dans le projet (réticence des parents à autoriser les voyages des filles à N'Djamena ou dans d'autres pays ainsi que la participation aux activités des activités aux côtés des garçons) ; toutefois la parité fille/garçons prévue par le projet n'a pu être respectée. Le changement à la tête du projet (conseiller pays) en 2019 a permis d'instaurer une grande confiance entre les jeunes et le projet. L'approche aurait été plus en cohérence avec les besoins du pays si la couverture territoriale avait été plus grande.

L'analyse des listes communiquées et les entretiens avec les acteurs du projet ont montré que le management a essayé d'adopter des critères de sélection inclusifs et sensibles au genre lorsque c'était possible. **La composition du groupe des jeunes bénéficiaires du projet reflète la configuration sociale et culturelle de la jeunesse tchadienne. Les organisations de jeunes parties prenantes du projet sont celles reconnues pour leur contribution à la résolution des problèmes de la jeunesse dans leurs zones d'implantation.** Après un démarrage difficile, la qualité des débats a nettement

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL EN CHIFFRES

- 5 pays, 5 régions par pays (sauf limitations pour raisons sécuritaires)
- 1250 jeunes (18-35 ans) participant.e.s (250 dans chacun des cinq pays)
- Environ 1000 organisations formelles ou informelles de jeunes représentées
- Plus de 50 institutions étatiques participantes (ministères chargés de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi, Points Focaux nationaux, autorités locales, etc.)
- Cinq conseils nationaux de la jeunesse mis en place ou réactivés
- Plusieurs dizaines de rencontres nationales, locales et régionales
- Dialogue avec des jeunes de la diaspora sahéenne en Europe
- Forum de discussion en ligne

évolué vers un dialogue constructif dans une atmosphère de respect mutuel. Les rencontres nationales ont accéléré la prise de décision d'entamer l'élaboration de la toute première stratégie nationale de la jeunesse.

En dépit de quelques insuffisances dans la mise en œuvre des formations, le projet a réussi à hausser le niveau des compétences, à des degrés différents, des 250 jeunes ciblés et de 75 ainé.e.s membres des cadres intergénérationnels de dialogue et de médiation. **Comme dans les autres pays, on note l'augmentation de la confiance en soi des jeunes filles et garçons. Le projet a permis de structurer la relation de dialogue entre les jeunes et les autorités, la vulgarisation des politiques nationales et de renforcer le dialogue intergénérationnel.**



Dingamnayal Kalde WANGA

Point focal Tchad - Ministère de la Promotion et des Jeunes, des Sports et de l'Emploi ©HD



Stand «La voix des jeunes du Sahel» lors de la réunion du Comité de pilotage 2021 G5 Sahel ©HD

Des entretiens avec le Ministère de la jeunesse et le Ministère de la Femme, il ressort que le projet a créé les conditions d'une coordination des actions touchant les jeunes, filles et garçons. Toutefois, certains membres de cadres de dialogue intergénérationnel ont affirmé à l'équipe d'évaluation qu'ils attendaient une formalisation à travers l'obtention d'un récépissé officiel avant de mener des activités (formalité qui, selon HD, avait déjà eu lieu). On peut penser que le projet aurait dû trouver une stratégie pour permettre au cadre intergénérationnel de fonctionner même sans l'attestation de déclaration des OSC pour faciliter l'organisation des rencontres.

Le projet a été géré de manière globalement satisfaisante. Toutefois les différentes rencontres ont donné l'impression à la mission d'évaluation que le dispositif d'appui du siège de HD n'a pas généré l'appui attendu pour que cette jeune équipe puisse atteindre le niveau d'efficacité attendu. Quelques jeunes rencontrés ont formulé des réserves quant au mode de gestion du Projet par le premier Conseiller (Août 2018 - Août 2019), et il est important de noter qu'il n'y a pas eu de passation de service entre ce Conseiller et son successeur. Sur la base des documents et des rencontres avec les parties prenantes du Projet, les rapports étaient disponibles et envoyés en temps et en heure. Cependant les autorités de tutelle ont émis des réserves sur la régularité et le niveau de détail des rapports, sans toutefois donner d'exemple précis de manquement.

En Mauritanie et au Tchad, outre des contributions similaires au niveau national à celles du Mali, on observe un début de familiarisation entre leaders des associations de jeunes et autorités nationales. Mais comme au Mali, l'entraînement d'autres organisations de jeunesse via les participants.e.s et les bénéficiaires du projet n'a pas été explicitement suivi.

Le projet a jeté les bases de mécanismes de dialogue et de processus interministériels qui devraient, selon les parties prenantes interviewées, continuer leur action au-delà de la période du projet, même en l'absence des financements du projet concernant les différentes rencontres et forums de discussion. Au niveau local les jeunes et les aîné.e.s rencontré.e.s ont affirmé que les représentants des administrations centrales, les services déconcentrés et décentralisés ont échangé sur certains problèmes et ont apporté quelques réponses. De bonnes pratiques existent dans le cadre du projet et sont facilement répliquables au niveau local et national si un travail de documentation et de capitalisation de l'approche est assuré.

Le projet a été mis en œuvre en même temps que d'autres projets similaires menés par UNICEF (Mauritanie, Tchad, Niger) ou des bailleurs bilatéraux (Mali : Programme Gouvernance Locale Redevable, ACRA au Tchad, etc.). Toutefois le projet n'a pas mis en place des passerelles avec ces homologues, ce qui peut s'expliquer par sa relativement courte durée et sa couverture géographique relativement limitée à deux régions par pays.



Hassane Youssouf FACHIR

Aîné Tchad, Conseiller de jeunesse et d'animation à la délégation de Jeunesse et Sports du Moyen Chari ©HD

Le genre était la principale des questions transversales mises en avant par les participants, même si d'autres questions de droits humains ont également été notées. Dans les cinq pays, les thématiques transversales ont été annoncées sous forme d'intention et le projet a essayé de les intégrer dans les activités du projet, comme en témoignent les critères de sélection : parité filles-garçons, jeunes des zones rurales/zones urbaines, francophones/non francophones tenant ainsi compte de la diversité du groupe des jeunes. Le handicap a aussi été pris en compte. Toutefois, à la lumière des rapports de mise en œuvre du projet et des entretiens avec les différents acteurs, la concrétisation a été partielle et pas suffisamment intégrée dans la méthodologie du projet. En effet, si du point de vue du nombre la parité a été respectée, il n'y a pas eu de stratégie explicite de prise en compte du genre pour amoindrir les effets négatifs des pesanteurs socioculturelles et religieuses sur la participation des jeunes filles. Celles-ci auraient pu par exemple inclure le développement d'activités de sensibilisation des parents ; la préparation spécifique des jeunes femmes avant les rencontres mixtes ; des formations en genre et droits des jeunes femmes, etc.



Rencontre régionale, Tchad ©HD

Par ailleurs, le projet n'a pas incorporé de stratégies pour la participation à un niveau représentatif des jeunes non scolarisés. De même, on n'a pas constaté de dispositions particulières pour des personnes vivant avec un handicap. **Par rapport à l'utilisation des langues nationales, ce sont les jeunes eux-mêmes qui ont développé des initiatives pour des traductions simultanées lors des différents événements, tous les supports étaient en français. Au Niger, le ministère en charge des questions de genre et d'autonomisation des femmes et des filles n'a pas été identifié comme partenaire du projet et de ce fait ne disposait pas de point focal. Cela a eu comme effet la non prise en compte systématique du genre dans les activités et l'élaboration des rapports du Projet.**



Maison de la culture de Sarh, Tchad ©HD

Recommandations

Le projet a incontestablement contribué au développement d'une politique concernant la jeunesse en général – sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques.

Le Projet a :

- Facilité l'instauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs (institutions, aînées) cette confiance n'existait pas auparavant ;
- Créé des cadres de dialogues et de concertation à tous les niveaux, mais surtout au niveau national ;
- Développé une méthodologie de travail valorisant les parties prenantes à travers :
 - » La mise en place de Points Focaux dans les ministères sectoriels traitant des questions de la jeunesse et intéressant la jeunesse ;
 - » La représentativité des jeunes aussi bien en prenant en compte l'équilibre genre et entre les régions ;
 - » La fréquence et la régularité des rencontres ont permis de consolider les relations de confiance mutuelle.

Les recommandations suivantes découlent des conclusions de l'évaluation :

- Intégrer le principe directeur du projet – soutien à la participation des jeunes aux processus de décision politique – au sein d'autres interventions soutenues par l'UE.
- Considérer des éléments de suivi au niveau sous-régional.
- Donner la priorité au soutien à la relation entre jeunes et autorités locales.
- Explorer la possibilité de soutenir des petits projets pilotes d'entrepreneuriat social impliquant des jeunes.
- Continuer à encourager les Etats à développer et mettre en œuvre des politiques nationales concernant la jeunesse.